



## Colloque international sur le Nexus Climat-Écosystèmes-Souveraineté Alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel (N-CESAR)

### Relevé des conclusions

Organisé par le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), en collaboration avec les institutions techniques et financières partenaires, le Colloque International sur le thème « **Renforcer le Nexus Climat-Écosystèmes-Souveraineté Alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel (N-CESAR)** » s'est tenu du 16 au 18 juin 2026 au Centre International de Conférences MAHATMA GANDI de Niamey, République du Niger.

Cette rencontre scientifique et stratégique de haut niveau a réuni :

- Des autorités gouvernementales de la République du Niger ;
- Des représentants des corps diplomatiques résidants en République du Niger ;
- Les responsables du CILSS ;
- des représentants des pays membres du CILSS (SP-CONACILSS) ;
- des experts des organisations régionales partenaires, notamment le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV), la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) ;
- des autorités et chercheurs des institutions universitaires : Universités de Niamey, de Maradi, de Tahoua, de Diffa ;
- des représentants d'Organisations Non-Gouvernementales : CARE, SNV ;
- des représentants d'organisations des producteurs : RBM ;
- des représentants de structures de la société civile et du secteur privé ;
- des représentants des Partenaires Techniques et Financiers engagés dans les domaines du climat, de l'environnement, de l'agriculture et du développement durable : Banque Mondiale (BM), Banque Africaine de Développement (BAD), Banque d'Islamique de Développement (BID) et l'Union Européenne (UE) ;
- des éminents experts nationaux, régionaux et internationaux.



Le colloque avait pour objectif général **de promouvoir le Nexus climat – écosystèmes – souveraineté alimentaire, afin de renforcer les bases scientifiques, institutionnelles et financières nécessaires à la transition vers des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables en Afrique de l’Ouest et au Sahel.**

Il a enregistré 180 participants, venus d’une vingtaine de pays (dont environ 150 participants en présentiel et 30 en ligne), avec une représentation mixte comprenant des décideurs politiques, des chercheurs, des universitaires, des praticiens du développement, des partenaires techniques et financiers, des organisations de producteurs, des jeunes et des femmes.

La cérémonie officielle d’ouverture du Colloque a été marquée par :

- Le mot de bienvenue du Général de Division Abdou ASSOUMANE HAROUNA, Gouverneur de la région de Niamey ;
- L’allocution du Dr Abdoulaye MOHAMADOU, Secrétaire Exécutif du CILSS ;
- L’allocution Monsieur Mamadou TANGARA, responsable Niger de la BAD ;
- Le discours d’ouverture du Colonel Mahamane EL HADJ OUSMANE, Ministre de l’Agriculture et de l’Élevage de la République du Niger.

Les messages d’ouverture ont unanimement souligné l’urgence d’une action concertée face à l’intensification des effets du changement climatique, à la dégradation accélérée des écosystèmes et aux menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité alimentaire des populations ouest-africaines et sahéliennes.

Les travaux du colloque ont été structurés autour de 04 axes thématiques majeurs :

- Axe 1 : Climat et sécurité alimentaire
- Axe 2 : Écosystèmes, biodiversité et résilience
- Axe 3 : Politiques publiques et gouvernance régionale
- Axe 4 : Valorisation des savoirs et des partenariats
- Axe 5 : Perspectives et feuille de route régionale

Ils se sont déroulés sous forme de conférences inaugurales, de sessions plénières, de présentations scientifiques en sessions parallèles, de panels de haut niveau, de groupes de travail thématiques portant notamment sur :



- le climat, ses impacts, les bonnes pratiques et stratégies d'adaptation et d'atténuation ainsi que les services climatiques et les systèmes d'alerte précoce (SAP) ;
- la restauration des terres et des écosystèmes dégradés ;
- l'agroécologie et l'agriculture régénératrice ;
- la gestion durable des ressources naturelles ;
- la biodiversité et les services écosystémiques ;
- la gouvernance territoriale et les politiques publiques ;
- l'innovation technologique et la transformation des systèmes alimentaires.
- les mécanismes innovants de financement climatique, environnemental et de développement;
- la feuille de route pour le développement d'un programme régional intégré sur le Nexus Climat-Écosystèmes-Souveraineté Alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

**À l'issue des présentations, des débats et échanges scientifiques, les participants ont relevé les constats majeurs suivants :**

1. L'Afrique de l'Ouest et le Sahel demeurent parmi les régions du monde les plus vulnérables aux effets combinés du changement climatique, de la dégradation des terres, de la perte de biodiversité et de l'insécurité alimentaire.
2. Les perturbations climatiques et la pression démographique croissantes compromettent la disponibilité et la fertilité des terres, la productivité agricole, la disponibilité des ressources naturelles, le fonctionnement des écosystèmes et les moyens d'existence des populations rurales.
3. Les écosystèmes naturels constituent un levier stratégique d'adaptation et de résilience dont la restauration et la préservation sont indispensables à la durabilité des systèmes alimentaires.
4. De nombreuses solutions fondées sur la nature, pratiques agroécologiques et innovations locales ont démontré leur efficacité, mais leur mise à l'échelle demeure insuffisante au regard des besoins.
5. Les connaissances scientifiques disponibles confirment la nécessité d'une approche systémique, holistique et intégrée reliant le climat, l'eau, les terres, les écosystèmes, l'agriculture, la nutrition et le développement territorial.
6. Les services climatiques, les systèmes agroécologiques modernes (de gestion, d'observation et de suivi) et les dispositifs d'alerte précoce constituent des instruments essentiels pour renforcer la prise de décision à tous les niveaux.



7. Les femmes, les jeunes et les communautés locales jouent un rôle central dans la gestion durable des ressources naturelles et doivent être davantage impliqués dans les processus de gouvernance et de décision.
8. Les financements actuellement mobilisés restent largement en deçà des besoins requis pour assurer une transformation durable des systèmes alimentaires et la restauration des écosystèmes.
9. Le renforcement de l'interface science–politique apparaît indispensable pour améliorer la qualité des politiques publiques et favoriser des décisions fondées sur des preuves scientifiques solides.

**À la lumière de ces constats, les participants ont formulé les recommandations suivantes :**

1. Renforcer les systèmes régionaux d'observation climatique et environnementale, ainsi que la production et la diffusion de services climatiques adaptés aux besoins des utilisateurs.
2. Soutenir davantage la recherche scientifique, l'innovation et la co-construction des connaissances entre chercheurs, décideurs et communautés locales.
3. Accélérer la mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux relatifs au climat, à la biodiversité, à la désertification et aux systèmes alimentaires durables.
4. Intensifier et optimiser les investissements dans la restauration des terres, des paysages et des écosystèmes dégradés afin de renforcer leur capacité à soutenir la production alimentaire et les moyens d'existence.
5. Promouvoir la mise en œuvre de programmes régionaux intégrés et bancables afin d'accélérer la transformation durable des systèmes alimentaires, pastoraux et environnementaux du Sahel.
6. Consolider la gouvernance régionale et le rôle du CILSS dans la coordination, la mobilisation des financements et la mise en œuvre de programmes structurants visant le renforcement durable de la résilience et de la souveraineté alimentaire dans la sous-région.
7. Promouvoir l'intégration systématique du Nexus Climat–Écosystèmes–Souveraineté Alimentaire dans les politiques, stratégies et plans nationaux de développement.
8. Développer et renforcer des mécanismes innovants de financement, notamment les fonds climatiques, environnementaux et de développement à travers des fonds régionaux, le financement mixte, les garanties de risques et les marchés carbone.



9. Renforcer la mise à l'échelle des bonnes pratiques agroécologiques, des solutions fondées sur la nature et des technologies résilientes au climat.
10. Renforcer la coopération régionale et transfrontalière pour une gestion intégrée des ressources naturelles, des écosystèmes et des bassins partagés.
11. Renforcer la coordination des acteurs, en améliorant la cohérence institutionnelle à travers des mécanismes de concertation, de co-construction, de coordination et de suivi-évaluation harmonisés et respectant les principes de subsidiarité.
12. Assurer l'appropriation communautaire des initiatives, tout en sécurisant les droits fonciers et en renforçant la gouvernance locale.
13. Renforcer les investissements impliquant les jeunes et les femmes dans la recherche et la transformation durable des systèmes alimentaires.

Les participants ont également lancé un « **Appel à l'engagement pour renforcer le Nexus Climat–Écosystèmes–Souveraineté Alimentaire** », invitant les gouvernements, les organisations régionales, les partenaires techniques et financiers, les institutions scientifiques et l'ensemble des parties prenantes à intensifier leurs efforts pour construire des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables fondés sur des écosystèmes sains et productifs.

Les travaux se sont déroulés dans un climat de fraternité, de dialogue constructif et de coopération, témoignant de l'engagement collectif des acteurs à promouvoir une résilience durable fondée sur l'intégration du climat, des écosystèmes et de la souveraineté alimentaire dans la sous-région.

Fait à Niamey, le 18 juin 2026,  
Le Colloque